

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, Allées Marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 17/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS**

162, avenue du Haut Lévêque  
cedex 08  
33600 Pessac

Références : ED/Ubd40-64B/D2025\_  
Code AIOT : 0005204518

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté au lieu dit Quartier LAUGA 64270 ARANCOU. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- Quartier LAUGA 64270 ARANCOU
- Code AIOT : 0005204518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GSM est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 4518/2016/014 du 30 mai 2016, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Arancou, sur une superficie de 472 696 m<sup>2</sup>, avec une surface exploitable pour l'extraction de matériaux d'environ 164 500 m<sup>2</sup>, pour une durée de 30 ans. Cette autorisation

arrivera à échéance le 30 mai 2046.

La production maximale autorisée de la carrière est de 450 000 tonnes par an. Cette activité est associée à une installation de concassage criblage des matériaux d'une puissance de 1 070 kW, à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux d'une superficie de 34 000 m<sup>2</sup> et un stockage de déchets inertes extérieurs permettant le remblaiement d'une ancienne fouille d'extraction.

Par arrêté complémentaire n° 4518/2017/013 du 27 septembre 2017, la société GSM est autorisée d'augmenter la production maximale jusqu'à 550 000 tonnes par an sur la période 2017 – 2020.

L'arrêté complémentaire n° 4518/2020/014 du 25 novembre 2020, modifie la profondeur d'extraction sur une partie de l'extraction.

Par arrêté complémentaire n° 4518/2025/101 du 13 octobre 2025, le périmètre de l'autorisation et les conditions d'exploitation ont été modifiés

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Traversée de la voie communale n° 5	AP Complémentaire du 13/10/2025, article 6.2	Demande d'action corrective	2 mois
12	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
13	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8	Demande d'action corrective	2 mois
20	Déchets	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.9	Demande d'action corrective	45 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production et durée	AP Complémentaire du 13/10/2025, article 2.4	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 2.5	Sans objet
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.3	Sans objet
6	Archéologie préventive	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 5	Sans objet
7	Travaux préliminaires	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 6.1	Sans objet
9	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.5	Sans objet
10	Stabilité de la fosse d'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.10	Sans objet
11	Stockage des matériaux de découverte et des déchets inertes	AP Complémentaire du 13/10/2025, article 6.11	Sans objet
14	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.2	Sans objet
15	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.4	Sans objet
17	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.6	Sans objet
18	Surveillance de la qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.7	Sans objet
19	Retombées de poussières	AP Complémentaire du 18/11/2019, article 9.8-1	Sans objet
21	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.12	Sans objet
22	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.1	Sans objet
23	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.2	Sans objet
24	Bruits	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 11.1	Sans objet
25	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 11.2	Sans objet
26	Transport des matériaux et circulation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 12	Sans objet
27	Protection faune et flore	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 13.2	Sans objet
28	Constitution des garanties financières	AP Complémentaire du 13/10/2025, article 16	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de cette carrière a permis de constater que globalement l'exploitation est correctement réalisée, toutefois il est demandé de respecter les fréquences de transmission de certains documents à la DREAL, notamment :

- le plan d'exploitation ;
- la saisie dans le registre national des déchets inertes.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Capacité de production et durée

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/10/2025, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de production et durée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le tonnage total de matériaux calcaire, flyschs et marnes à extraire est d'environ 14,4 millions de tonnes. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire. L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.</p> <p>Le tonnage total de matériaux calcaire à extraire est d'environ 13,7 millions de tonnes.</p> <p>La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 450 000 tonnes.</p> <p>L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation</p> <p>La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisa-</p>

tion conformément à l'article R512-76 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Pour l'année 2024, la production déclarée est inférieure à la production maximale autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état. Des mesures adaptées doivent être mises en œuvre contre la prolifération des espèces végétales invasives.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare faire réaliser 2 fauchages par an le long des voies d'accès. Un plan de gestion contre la prolifération des espèces végétales exotiques envahissantes pour l'année 2025 a été remis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.1 - Information du public L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au site, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « Sortie de carrière », doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de l'accès au site.
<b>Constats :</b> Suite à l'APC du 13 octobre 2025, la signalisation d'information du public doit être complétée sur les voies d'accès sud et ouest sur l'ancienne VC n°5.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en place les panneaux d'information du public sur les 2 accès à l'ancienne VC n° 5.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 4 : Aménagements préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.2 - Bornages L'exploitant est tenu de placer, préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1 : * des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation, dont les coordonnées géographiques sont définies selon le système Lambert II étendu ; * des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ; * des bornes de positionnement des limites de l'extraction. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Suite à l'APC du 13 octobre 2025, le bornage et le plan doivent être mis à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Le bornage doit être déplacé si besoin, et repositionné sur le plan d'exploitation
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Aménagements préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements préliminaires
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.3 - Accès à la voirie publique L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.
<b>Constats :</b> Suite à l'APC du 13 octobre 2025, la voie communale n° 5 est incluse dans le périmètre de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Archéologie préventive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Archéologie préventive
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.1 - Déclaration Trois mois au moins avant le début des travaux de décapage et ce, pour chacune des phases d'ex-

<p>exploitation, l'exploitant informe par courrier le Service Régional de l'Archéologie de la date et du lieu de début des travaux.</p> <p>Une copie des courriers relatifs aux fouilles ou à la découverte de vestiges archéologiques sera adressée au Préfet de la Région Aquitaine et à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes des articles L.531-14 à L.531-16 du code du patrimoine, avertir la : Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine Service Régional de l'Archéologie 54 rue Magendie 33 074 BORDEAUX CEDEX</p> <p>afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises. En particulier, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* signaler immédiatement toute découverte : construction, fosses, sépultures... cesser tous travaux aux environs immédiats de la découverte ;</li> <li>* conserver les objets retirés et les tenir à la disposition du service régional de l'archéologie ;</li> <li>* autoriser les visites des représentants mandatés de ce service et permettre les prélèvements scientifiques.</li> </ul> <p>5,2 - Surfaces concernées</p> <p>Les travaux d'extraction portent sur une surface d'environ 164 500 m<sup>2</sup> comprenant six phases d'exploitation comme mentionnées au tableau du paragraphe 6.13.</p> <p>5.3 - Diagnostic archéologique</p> <p>Conformément au code du patrimoine, et notamment son livre V relatif à l'archéologie, le préfet de région ayant formulé des prescriptions d'archéologie préventive, la réalisation de ces travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.</p> <p>Lorsque ces prescriptions auront été respectées, l'exploitant doit transmettre au préfet du département des Pyrénées-Atlantiques, l'attestation délivrée par l'institut national de recherches archéologiques préventives qui justifie de l'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles.</p> <p>Une copie de cette attestation doit également être transmise à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La partie est de la zone sud fait l'objet de fouille archéologique jusqu'au 30 novembre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Travaux préliminaires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux préliminaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement aux travaux sur le secteur sud de l'autorisation, l'exploitant réalisera les aménagements préliminaires suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* mise en place d'une haie de pré-verdissement en bordure de la RD 256 le long des terrains de l'extension. Cette haie sera réalisée sur au moins trois rangs en quinconce et disposera d'une emprise d'au moins 5 mètres de large. La densité minimale de plantation sera d'un arbre tous les 5 mètres et d'un arbuste tous les 2 mètres ;</li> <li>* mise en place d'une haie arborée en limite sud-est des terrains de l'extension. Cette haie sera réalisée sur deux ou trois rangs en quinconce et disposera d'une emprise d'environ 5 mètres de large. La densité minimale de plantation sera d'un arbre tous les 4 à 5 mètres et d'un arbuste tous les 2 mètres ;</li> <li>* déplacement d'une ligne électrique aérienne haute tension.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant déclare avoir fait réaliser la totalité des plantations de la limite sud-est des terrains de l'extension.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Traversée de la voie communale n° 5**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/10/2025, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traversée de la voie communale n° 5
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la traversée de la voie communale n° 5 par des engins de chantiers, ou à tous travaux susceptibles d'engendrer des risques pour la sécurité des usagers de cette voie, l'exploitant sollicitera l'autorité compétente pour l'obtention d'un arrêté de mesure de police temporaire adapté aux règles de sécurité. Une signalisation appropriée sera mise en place et répondra aux prescriptions du code de la route.
<b>Constats :</b> La voie communale n° 5 a été déclassée et elle est maintenant incluse dans le périmètre de la carrière. La modification de l'accès entre les deux zones d'extractions, nécessite de compléter le portique de gabarit en hauteur pour la protection de la ligne électrique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit compléter le portique de gabarit en hauteur devant la ligne électrique entre les 2 zones d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Épaisseur d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épaisseur maximale de l'extraction est de 85 mètres. La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à : * - 15 mètre NGF dans le secteur nord * - 30 mètres NGF dans le secteur sud
<b>Constats :</b> Les travaux d'extraction dans la partie nord sont terminés. L'extraction dans la partie sud est à la cote de + 32 m NGF. Les eaux sont récoltées en fond de fouille avec un point bas actuel au sud-est de l'exploitation. Un dispositif de pompage associé à un groupe électrogène, permet le relevage de ces eaux pour être rejetées vers le Lauhirasse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Stabilité de la fosse d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité de la fosse d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de



<p>taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques.</p> <p>Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de surveillance des fronts par le personnel d'exploitation.</p> <p>Un bilan annuel de la surveillance de l'ensemble de ces fronts a été établi pour l'année 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Stockage des matériaux de découverte et des déchets inertes

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/10/2025, article 6.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des matériaux de découverte et des déchets inertes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage des matériaux de découverte sera réalisé sous forme de merlons périphériques, de talus ou de berges et de dépôts en surface.</p> <p>Une plateforme de stockage et de valorisation des déchets inertes issus du BTP d'une surface de 4 500 m<sup>2</sup> est implantée dans l'ancienne fosse d'extraction au sud-est de la zone nord, en bordure est de la piste d'accès entre les deux fosses.</p> <p>La réalisation de ces stockages respectera notamment les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* le talus de chaque remblai sera réalisé selon une pente maximale de 35° avec des gradins d'une hauteur maximale de 7,50 mètres ;</li> <li>* les matériaux mis en place seront régulièrement compactés ;</li> <li>* le profilage des talus et des banquettes doit permettre de collecter les eaux de ruissellement pour les diriger vers le réseau de collecte ;</li> <li>* l'aménagement et la végétalisation des flancs sont coordonnées avec l'avancement des travaux ;</li> <li>* un dispositif de surveillance de la stabilité des remblais est mis en place.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard du volume important de découverte rencontrée sur la zone sud de l'exploitation, le remblaiement de la fosse nord-est avec les stériles d'exploitation est terminé. Cette zone accueille maintenant essentiellement les déchets inertes extérieurs.</p> <p>Les stériles d'exploitation iront maintenant dans le remblaiement de la fosse nord.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Sécurité du public

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité du public</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>7.1 - Clôtures et accès</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au bord de la fouille en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées.</p> <p>Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée sur la berge du plan d'eau à des bassins</p>

de décantation.

## 7.2 - Éloignement des excavations

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Ces distances d'éloignement des excavations ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le sous-cavage est interdit.

### **Constats :**

Suite à l'extension du périmètre autorisé, la clôture en limite de l'ex voie communale n° 5 doit être complétée, et 2 portails doivent être placés sur ces nouveaux accès.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter la clôture en limite du périmètre autorisé et installer les portails sur les accès.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 13 : Plan d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan d'exploitation

### **Prescription contrôlée :**

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :

- \* les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ;
- \* les clôtures et panneaux de signalisation ;
- \* les bords de la fouille et les talus ;
- \* les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs (cote NGF) ;
- \* les relevés bathymétriques ;
- \* les zones en cours d'exploitation ;
- \* les zones déjà exploitées non remises en état ;
- \* les zones remises en état ;
- \* la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- \* les bornes visées à l'article 3.2 et le piquetage du périmètre d'exploitation ;
- \* les pistes et voies de circulation ;
- \* les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- \* les installations fixes de toute nature (basculs, locaux, installations de traitement, ..).

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation du 20 mars 2024 n'a pas encore été réactualisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de finaliser le plan d'exploitation de l'année 2025 en prenant en compte le périmètre modifié par l'arrêté complémentaire du 13 octobre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale où en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée ;</li> <li>* Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée aux hydrocarbures.</li> <li>* Chaque équipement de travail mobile évoluant sur la zone d'extraction, doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.</li> <li>* L'aire de distribution de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés, permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés dans des endroits visibles, facilement accessibles, proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.</li> <li>* Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>* 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> </li> </ul> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans toutefois être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</li> </ul> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiate-</p>

<p>ment excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.</p> <p>* L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stationnement des engins Heidelberg est réalisé sur une aire étanche.</p> <p>Le stationnement des tombereaux de la société sous-traitante pour l'extraction est réalisé sur une aire étanche associée à un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Le stationnement prolongé des engins à chenilles doit être réalisé sur une aire étanche appropriée, permettant la récupération des fluides dangereux accidentellement répandus. Une aire étanche est possible devant le container de ravitaillement des engins.</p> <p>Le rejet d'exhaure de la zone sud dispose d'un dispositif d'obturation pour confiner les eaux éventuellement polluées à l'intérieur du périmètre de la carrière et éviter toute pollution du Lauhirasse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que tout stationnement prolongé des engins à chenilles se fasse au-dessus d'une aire étanche efficace.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Prélèvement d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.</p> <p>Les eaux utilisées sur le site proviennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* du réseau public de distribution d'eau potable ;</li> <li>* du pompage d'exhaure des fouilles d'extraction.</li> </ul> <p>Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Chaque année l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ses consommations d'eau de l'année précédente : eau d'exhaure, eau d'exhaure à usage industriels et eau du réseau public d'eau potable.</p> <p>9.3.1 - Usages domestiques</p> <p>L'eau utilisée dans l'établissement pour les usages domestiques provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installées afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique.</p> <p>L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif totalisateur agréé. Le relevé est effectué hebdomadairement et les résultats sont inscrits sur un registre.</p> <p>9.3.2 - Usages industriels</p> <p>Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur le site,</p> <p>L'eau nécessaire pour les usages industriels : arrosage des pistes, des granulats, nettoyage des véhicules et des installations, etc, provient du circuit de pompage d'exhaure, du pompage dans le bassin de décantation et éventuellement d'un appoint par le réseau d'eau potable de la commune.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs totalisateurs agréés. Le relevé est effectué hebdomadairement et les résultats sont inscrits sur un registre.</p> <p>9.3.3 - Gestion des eaux d'exhaure</p>

Les installations de pompage d'eau d'exhaure en fond de carrière sont munies de dispositifs totalisateurs agréés, Leurs indications sont relevées hebdomadairement et consignées sur un registre, ainsi que les volumes mensuels et annuels.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les volumes prélevés suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Compteur de l'exhaure nord : 648 485 m<sup>3</sup></li> <li>• Compteur de l'exhaure sud : 373 644 m<sup>3</sup></li> <li>• Compteur AEP : 926 m<sup>3</sup></li> <li>• Compteur eaux industrielle : 1 918 m<sup>3</sup></li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte doit être de type séparatif, de façon à isoler les eaux résiduaires polluées qui doivent subir un traitement et les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées qui sont rejetées directement dans le milieu naturel. Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Les effluents aqueux susceptibles d'être pollués sont collectés puis dirigés soit vers des capacités de récupération étanches, soit vers des installations de traitements (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures) avant leur rejet vers le milieu naturel. Pour les effluents provenant des aires de ravitaillement et de dépotage des carburants, les séparateurs sont munis d'un dispositif à obturation automatique.
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux a été mis à jour le 20 mars 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 17 : Rejets des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> 9.6.1 - Les eaux domestiques Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, dont notamment l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBOS, ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer. 9.6.2 - Les eaux de ruissellement Afin de limiter les ruissellements sur les surfaces périphériques de la zone d'extraction, les eaux pluviales sont collectées par l'intermédiaire de fossés ou de drains, puis dirigées vers des bassins de décantation. Le rejet de chaque bassin de décantation est équipé d'un dispositif d'obturation. Les eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel, ruisseau Le Lauhirasse, doivent respecter

<p>les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* pH compris entre 5,5 et 8,5;</li> <li>* température &lt; 30°C;</li> <li>* matières en suspension totales (MEST) &lt; à 35 mg/l;</li> <li>* demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) &lt; à 125 mg/l ;</li> <li>* hydrocarbures &lt; à 10 mg/l.</li> </ul> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, en doit pas dépasser 100 mg Pt.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures : en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double des valeurs limites.</p> <p><b>9.6.3 - Les eaux d'exhaure</b></p> <p>Les rejets d'exhaure doivent respecter les valeurs limites définies à l'article 9.6.2 ci-dessus.</p> <p>L'ouvrage de rejet doit être aménagé de manière à permettre une bonne diffusion dans le Lauhirasse et de réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.</p> <p>Le bassin de décantation pour les eaux d'exhaure de la fosse sud, sera rendu étanche.</p> <p><b>9.6.4 - Les eaux souterraines</b></p> <p>L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la qualité et du niveau des eaux souterraines, comportant au moins 8 piézomètres et 2 points de rejets des eaux d'exhaure.</p> <p>Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p> <p>Deux fois par an (en périodes de basses eaux et en période de hautes eaux), des relevés du niveau piézométrique des eaux souterraines sont réalisés. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui sera signalée dans les meilleurs délais.</p> <p>A l'issue de chaque année d'exploitation, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un état récapitulatif des résultats des mesures de suivi des eaux souterraines, accompagné d'un rapport d'un l'hydrogéologue indépendant présentant le bilan des impacts hydrologique de la carrière durant l'année écoulée et l'impact prévisionnel de l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de surveillance piézométrique de l'année 2024 a été transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 18 : Surveillance de la qualité des effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>9.7.1 - Points de prélèvements et de mesures</p> <p>Un point de prélèvement d'échantillon et de mesures de la qualité de l'effluent doit être aménagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• E1: en sortie des dispositifs de traitement de l'aire technique le long du Lauhirasse</li> <li>• E2: en sortie des dispositifs de traitement de la plate-forme de l'unité de traitement des matériaux ;</li> <li>• E3 : au point de rejet des bassins d'exhaure de la zone nord dans le Lauhirasse ;</li> <li>• E4: au point de rejet des bassins d'exhaure de la zone sud dans le Lauhirasse.</li> </ul> <p>Un point de prélèvement d'échantillon et de mesures de la qualité du Lauhirasse, doit être aménagé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• P1: en amont du rejet d'exhaure sud :</li> <li>• P2: en aval du rejet de l'aire technique.</li> </ul>

<p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées et du service en charge de la police des eaux.</p> <p><b>9.7.2 - Contrôle de la qualité des eaux</b></p> <p>L'exploitant doit faire procéder, 2 fois par an, par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux rejetées vers le milieu naturel. Cette analyse portera sur les paramètres mentionnés à l'article 9.6.2 ci-dessus. Ces mesures seront accompagnées d'un contrôle de la qualité des eaux du ruisseau Le Lauhirsse, portant sur les paramètres susvisés, en amont et en aval des points de rejet.</p> <p>Les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. Toute anomalie sur les résultats d'analyses doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un état récapitulatif annuel des résultats des mesures, analyses et contrôles imposés ci-avant, doit être adressé à l'inspection des installations classées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant assure la saisie semestrielle des résultats des analyses de la qualité des eaux rejetées et du milieu dans l'application GIDAF.</p> <p>Un bilan annuel du suivi des eaux superficielles a été remis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 19 : Retombées de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/11/2019, article 9.8-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>9.8.1.1 : Plan de surveillance des émissions de poussières</b></p> <p>Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• (a) au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;</li> <li>• (b) le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;</li> <li>• (c) une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.</li> </ul> <p>Le plan de surveillance est mis à jour en fonction de l'avancée de l'exploitation (localisation et nombre de jauges).</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>9.8.1.2 : Programme de surveillance des retombées atmosphériques</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires pour le contrôle des mesures et les modalités d'échantillonnage. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>3</sup>/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>3</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de</p>

<p>dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'art. 9.8.1.4 ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m<sup>3</sup>/jour, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur ci-dessus et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'art. 9.8.1.4 ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p><b>9.8.1.3 : Mise en place d'une station météorologique</b></p> <p>La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une Station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.</p> <p><b>9.8.1.4 : Bilan annuel des retombées atmosphériques</b></p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le bilan annuel de l'année 2024, présente une moyenne des résultats de retombées de poussières sous le seuil de 500 mg/m<sup>3</sup>/jour. Les résultats de la jauge J3, dans le bourg d'Arancou, montre toutefois une concentration légèrement supérieure au seuil de 500 mg/m<sup>3</sup>/jour.</p> <p>Le suivi peut rester à une fréquence semestrielle.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## N° 20 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits.</p> <p>Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis, valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.</p> <p>Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envois, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> <p>Les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.</p> <p>Les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.</p> <p>Les déchets produits (déchets ménagers du personnel, chiffons, emballages divers), à l'exception des matériaux de découverte et les stériles, sont stockés dans de petits récipients et évacués selon une filière réglementaire.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réa-</p>



<p>lisés sur une aire de rétention étanche et à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>Les déchets d'emballage de produits explosifs, sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque incendie pour le reste de l'installation, peuvent, après avoir été débarrassés des résidus de produits explosifs qu'ils pourraient contenir, être détruits à proximité du pas de tir. Une consigne détermine le mode opératoire et les moyens de protection du personnel.</p> <p>Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 3 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place le tri des différents flux de déchets. Ces déchets sont ensuite évacués par un prestataire adapté.</p> <p>Les emballages des produits explosifs sont repris par le fournisseur à l'issue de chaque tir.</p> <p>L'exploitant déclare être en cours de saisie manuelle sur l'application Trackdéchets de l'ensemble des apports de déchets inertes extérieurs admis sur le site en 2025.</p> <p>La traçabilité de la réception et du stockage des déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, n'est à ce jour pas encore assuré sur le registre national dématérialisé Trackdéchets. Cette obligation s'applique depuis le 1er janvier 2022, avec une période de tolérance jusqu'au 1er mai 2023. Depuis mai 2025, les utilisateurs du RNDTS ont été invités à effectuer leurs démarches via la plateforme TrackDéchets. Lors de l'inspection l'exploitant nous déclare être en cours de saisie des données pour l'ensemble de l'année 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la totalité des apports de l'année 2025 sur l'API Trackdéchets avant le 31 décembre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 45 jours</p>

#### N° 21 : Plan de gestion des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit avant le début de l'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> </ul>

- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010, relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Il est transmis à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le plan de gestion des déchets inertes a été mis à jour en mai 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 22 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

10.1 - Dispositions générales

10.1.1 - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et en matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques, font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La norme NFX 08 003, relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité doit être appliquée conformément à l'arrêté ministériel du 4 août 1982 afin de signaler :

- les moyens de secours ;
- les stockages présentant des risques ;
- les boutons d'arrêt d'urgence ;
- les diverses interdictions.

10.1.2 - Équipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la surface à protéger.

Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent

<p>être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.  Les résultats de ces contrôles doivent être consignés sur un registre.  Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites.</p> <p>10.1.3 - Protection incendie</p> <p>Une réserve d'eau d'au moins 120 m', doit être implantée à moins de 200 mètres des cuves de carburant et des installations de traitement. Cette réserve doit répondre aux spécifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un emplacement de 4m x 8m au droit du raccord d'aspiration pour la mise en station de l'engin pompe, avec une signalisation adaptée pour réserver le stationnement aux engins des pompiers ;</li> <li>• l'accès et l'aire d'aspiration doit avoir une portance suffisante pour la circulation de poids lourds ;</li> <li>• la pérennité de la ressource doit être assurée (120 m<sup>3</sup> minimum) ;</li> <li>• le pétitionnaire doit prendre contact avec le pôle gestion des risques du groupement territorial Est du SDIS 64 pour valider ces équipements.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés le 6 décembre 2024 par DESAUTEL.  Une formation à la mise en œuvre des moyens d'extinctions a été réalisée en décembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 23 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils à pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>10.2 - Appareils à pression</p> <p>Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 et de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réservoir d'air comprimé de 500 litres de l'atelier, doit être requalifié en 2032.  Le contrôle périodique a été réalisé le 16 octobre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 24 : Bruits

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 11.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>11.1.1 - Véhicules et engins</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>11.1.2 - Appareils de communication</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>

<p><b>11.1,3 - Niveaux acoustiques</b></p> <p>Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement de fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles. L'émergence résulte de la comparaison du niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (absence du bruit généré par l'établissement) tels que définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A), sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p><b>11.1.4 - Contrôles</b></p> <p>Au moins tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesurage des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.</p> <p>Une campagne complémentaire de mesurage des niveaux sonores doit être effectuée dans le mois suivant la mise en service du groupe mobile de concassage-criblage.</p> <p>Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.</p> <p>Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Mesures de bruits faites par AGEOX le 8 avril 2024. L'ensemble des résultats sont inférieurs à la valeur limite réglementaire.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## N° 25 : Vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>11.2.1 - Réponse vibratoire</b></p> <p>Pour l'application des dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme compétent.</p> <p><b>11.2.2 - Tirs de mines</b></p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Les vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par un bureau expert en tirs à l'explosif et par l'exploitant pour en déterminer les causes. Un rapport sera joint au dossier de tir.</p> <p>À cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.</p> <p>La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants</p> <p><b>11.2.3 - Autosurveillance</b></p>

<p>L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.</p> <p>Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant devra se conformer aux dispositions du titre « Explosifs » du règlement général des industries extractives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi des mesures de vibrations transmises mensuellement, ne présente aucune valeur supérieure aux limites maximales autorisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 26 : Transport des matériaux et circulation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transport des matériaux et circulation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules sortant du site autorisé à l'article 1,1 ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ni d'envols de poussières ;</li> <li>• ni de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques ;</li> <li>• ni d'une section dangereuse.</li> </ul> <p>Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.</p> <p>Les véhicules entrant et sortant du site, doivent respecter les itinéraires définis dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA).</p> <p>Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'envols de poussières par le transport.</p> <p>Une aire de bâchage existe sur l'accès nord.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 27 : Protection faune et flore

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 13.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection faune et flore</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant évitera la totalité de l'habitat d'intérêt communautaire à forte sensibilité : pâture et lapiaz, situé à l'ouest de la zone sud.</p> <p>En mesure de compensation et d'accompagnement pour réduire les pertes de populations d'amphibiens, préalablement aux travaux sur la zone sud, l'exploitant s'assurera de l'absence ou procédera au déplacement des têtards d'Alyte accoucheur éventuellement présents en fin d'automne, avant la disparition de la source de la frênaie alluviale. Il procédera ensuite à l'assèchement de la source en début d'hiver, avant l'arrivée des premiers individus de Triton palmé.</p>

<p>L'exploitant doit mettre en place des mesures de protection pour limiter l'introduction sur l'exploitation des amphibiens et des reptiles. Les bassins de décantations doivent être aménagés pour éviter la noyade de la petite faune.</p> <p>L'exploitant prendra des mesures adaptées pour limiter le risque de prolifération d'espèces invasives.</p> <p>Le suivi de l'efficacité des mesures de protection et de compensation pour la faune et la flore sera réalisé par un spécialiste du milieu naturel. Un bilan quinquennal des opérations menées au cours de la période, ainsi qu'un descriptif des actions prévues pour la période quinquennale à venir sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite aux constats de M. Gérard GARBAYE, expert en environnement, qui a rédigé la note écologique le 7 décembre 2021, concernant les terrains faisant l'objet d'une mesure d'évitement et de protection au sud-ouest de l'exploitation, l'exploitant a engagé des travaux de fauche et de débroussaillage du Lapiaz à protéger.</p> <p>Ce périmètre a été clôturé pour accueillir quelques chèvres permettant un entretien régulier de ce milieu, permettant de le maintenir en milieu ouvert.</p> <p>Un rapport final "Retour du pâturage pour la préservation d'une pelouse sèche sur dalles calcaires" a été établi en septembre 2025 par le CEN Nouvel Aquitaine</p> <p>Un nouveau bilan quinquennal devra être réalisé en 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 28 : Constitution des garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/10/2025, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constitution des garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L.516-1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes.</p> <p>16.1 - Montant des garanties financières</p> <p>Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement décrit au dossier de demande d'autorisation et tel que défini à l'article 6.13 et à l'article 15 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la période considérée.</p> <p>Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 16.3.</p> <p>Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.</p> <p>En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le tableau ci-dessus en fonction de la période concernée. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les garanties financières sont constituées jusqu'au 30 mai 2026.</p> <p>Le montant des garanties financières à fournir avant le 30 novembre 2025 doit correspondre à la</p>

phase 2 du tableau modifié par l'APC du 13 octobre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite